

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Palais de Justice de Bruxelles parmi les 14 monuments les plus menacés en Europe

La Haye / Luxembourg, 10 décembre 2015 – Europa Nostra, la principale organisation européenne œuvrant pour la préservation du patrimoine, et l'Institut de la Banque européenne d'investissement (BEI) annoncent aujourd'hui les **14 monuments et sites présélectionnés** par un panel international d'experts de différents domaines pour le programme des « **7 sites les plus menacés** » en 2016. Ces monuments en danger situés dans **14 pays européens** sont : le site archéologique d'Ererouyk et le village d'Ani Pemza en **Arménie**, le Palais de Justice de Bruxelles en **Belgique**, la Forteresse maritime de Patarei à Tallinn en **Estonie**, l'aéroport d'Helsinki-Malmi en **Finlande**, le pont Colbert de Dieppe en **France**, le Château de Divitz en **Allemagne**, le Kampos de Chios en **Grèce**, la lagune de Venise en **Italie**, le Château de Rijswijk aux **Pays-Bas**, le Y-block à Oslo en **Norvège**, le Palais et la propriété de Valflores près de Lisbonne au **Portugal**, le Couvent Saint Antoine de Padoue en Estrémadure en **Espagne**, l'ancienne ville d'Hasankeyf et ses environs en **Turquie** et la maison Mavisbank près d'Edimbourg au **Royaume-Uni**. Certains de ces sites sont menacés en raison d'une négligence ou d'une planification/d'un développement inapproprié(e), d'autres le sont suite à un manque de ressources ou d'expertise. **La liste finale des 7 sites sera dévoilée lors d'un évènement public qui aura lieu le 16 mars prochain à Venise.**

Ces 14 monuments et sites ont été présélectionnés en tenant compte non seulement de leur exceptionnelle valeur patrimoniale et culturelle, mais aussi de la gravité de la menace à laquelle ils sont confrontés. L'engagement des diverses parties prenantes publiques et privées, ainsi que la mobilisation des communautés locales en faveur de leur sauvegarde sont aussi considérés comme essentiels. Un autre critère important est le potentiel de ces sites à servir comme ressource et facteur de développement durable pour l'ensemble de la région dans laquelle ils sont situés.

Les nominations pour le programme 2016 des « 7 sites les plus menacés » ont été soumises par des organisations de la société civile et des organismes publics, provenant du vaste réseau d'organisations membres et associées d'Europa Nostra à travers toute l'Europe. Quatorze sites ont été présélectionnés par un panel d'experts en histoire, archéologie, architecture, conservation, analyse de projet et finance. La liste finale des 7 sites sera décidée par le Comité exécutif d'Europa Nostra.

Le programme des « 7 sites les plus menacés » a été lancé en janvier 2013 par Europa Nostra et l'Institut BEI en tant que partenaire fondateur et la Banque de Développement du Conseil de l'Europe en tant que partenaire associé. Il s'inspire d'un projet similaire fructueux géré par le National Trust for Historic Preservation, un organisme américain pour la sauvegarde du patrimoine. Le programme des « 7 sites les plus menacés » n'est pas un programme de financement. Son objectif consiste à servir de catalyseur à une action concrète et à promouvoir « la force de l'exemple ». Le programme des « 7 sites les plus menacés » bénéficie du soutien du programme Europe Créative de l'Union européenne, dans le cadre du projet de réseau européen d'une durée de 3 ans d'Europa Nostra « Mainstreaming Heritage ».

« Europa Nostra se réjouit de la reconnaissance croissante par les Institutions de l'UE, y compris par la Banque européenne d'investissement, qu'en effet, le Patrimoine Culturel compte pour l'Europe : c'est un facteur de développement durable et une force de cohésion pour nos sociétés multiculturelles. Notre programme de sensibilisation des « 7 sites les plus menacés » a une portée symbolique importante, mais ses objectifs ne peuvent être atteints qu'au moyen d'un vaste soutien des Institutions de l'UE et une action commune des différents partenaires publics et privés. Nous comptons donc sur eux pour aider Europa Nostra et ses membres à sauver et donner une nouvelle vie à notre patrimoine commun » a déclaré **Denis de Kergorlay**, Président exécutif d'Europa Nostra.

« Des experts de l'Institut de la BEI visiteront et examineront les « 7 sites les plus menacés » sélectionnés, et contribueront à la formulation de plans d'actions réalistes. La mobilisation en faveur de ces sites deviendra ainsi plus visible et plus crédible. Par ailleurs, l'expérience acquise ces dernières années prouve que la participation et l'engagement local et national sont particulièrement décisifs lorsqu'il s'agit de rassembler de l'aide pour sauver les sites menacés sélectionnés, » a ajouté **Guy Clause**, Doyen de l'Institut de la Banque européenne d'investissement.

CONTACTS POUR LA PRESSE

Europa Nostra

Joana Pinheiro, jp@europanostra.org
T. +31 70 302 40 55; M. +31 6 34 36 59 85

Institut de la Banque européenne d'investissement

Bruno Rossignol, bruno.rossignol@eib.org
T. +352 43 797 07 67; M. +352 62 134 58 62

Patrimoine Culturel Immobilier

Leon Lock, l.lock@cultural-heritage.be
T. + 32.472.501894

Prof. Jos Vandenbreen, josvandenbreen@sint-lukasarchief.be, T+32.475.260532

EN SAVOIR PLUS

<http://7mostendangered.eu/2016-shortlist>
<http://7mostendangered.eu/advisory-panel>
twitter.com/europanostra

TRADUCTIONS

PHOTOS A GRANDE RESOLUTION

14 sites européens présélectionnés pour le programme 2016 des « 7 sites les plus menacés »

Le Palais de Justice de Bruxelles, BELGIQUE

Le Palais de Justice, abritant les cours et tribunaux de Belgique, fut le plus grand bâtiment érigé en Europe au 19^e siècle. L'architecte belge Joseph Poelaert a conçu cette œuvre monumentale d'architecture éclectique et a utilisé les technologies industrielles de fer les plus avancées. En dépit de sa valeur architecturale, historique et civique exceptionnelle, le bâtiment reste sous-valorisé. L'échafaudage installé sur la façade principale et le portique il y a près de 30 ans est désormais devenu corrodé et inutilisable. Plusieurs parties du Palais sont vides, tandis que des bureaux sont loués dans des bâtiments annexes pour exercer des fonctions judiciaires. La désignation pour la liste des « 7 sites les plus menacés » en 2016 a été soumise par **Patrimoine Culturel Immobilier**. Un savoir-faire et un soutien (inter)national vastes sont requis afin de réhabiliter le bâtiment, qui a également été inscrit sur la liste de l'observatoire mondial des monuments (World Monuments Watch) 2016.

En détail

Depuis un plateau surplombant le centre historique de Bruxelles, le Palais de Justice, qui héberge les tribunaux de Bruxelles, est le plus grand bâtiment construit en Europe au XIX^e siècle. Conçu par l'architecte belge Joseph Poelaert, cet édifice éclectique voulait faire revivre la grandeur de l'architecture civique gréco-romaine, tout en intégrant la richesse et le progrès industriel de la Belgique indépendante (1830), qui était devenue la troisième puissance économique au monde de 1865 à 1914.

Construit entre 1866 et 1883, le Palais couvre une surface de 26.000 m², surmonté d'un immense dôme haut de 116m. Il contient 27 salles d'audience et 245 bureaux. Huit cours intérieures apportent la lumière naturelle et l'air frais dans toutes les zones.

La conception du Palais a été fortement influencée par l'Antiquité classique, avec des colonnes dans l'ensemble des cinq ordres ainsi que des entablements, des portes et des fenêtres d'inspiration classique. Le bâtiment est agrémenté de pierre naturelle (principalement belge et française) en différentes couleurs et avec des détails de bronze doré, ainsi que des sculptures des meilleurs artistes contemporains. Dans le portique central, les visiteurs sont accueillis par des statues de grands orateurs et législateurs de l'Antiquité, comme Démosthène et Cicéron. Situé sous le dôme, la « Salle des Pas Perdus » est un espace d'une monumentalité inégalée.

Le Palais a été construit avec les technologies industrielles les plus avancées, y compris les poutrelles métalliques, dissimulées derrière la maçonnerie et la pierre naturelle, notamment pour le portique. Il a été réalisé grâce à l'étroite collaboration entre Joseph Poelaert, l'ingénieur François Wellens et son équipe.

Le Palais de Justice a été classé par le gouvernement régional de Bruxelles le 3 mai 2001 et placé sur la liste indicative du patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2008. En Octobre 2015, le bâtiment a également été inclus sur la liste 2016-17 du World Monuments Watch, géré par le monde Monuments Fund, une organisation indépendante basée aux États-Unis consacré à la sauvegarde des trésors du monde.

En dépit de ses valeurs architecturales, historiques et civiques, le bâtiment a été sous-estimé, en particulier ces dernières décennies. Son armature de fer innovante n'a pas été bien protégée des infiltrations d'eau. En conséquence, le fer a rouillé, augmentant son volume et brisant la maçonnerie de pierre à proximité. Les échafaudages installés sur la façade avant et sur le portique il y a 30 ans sont maintenant rouillés eux-mêmes et devenus inutilisables. De nombreuses parties du bâtiment sont vides, alors que des bureaux sont loués dans des bâtiments adjacents pour l'exercice des fonctions judiciaires. Le Palais de Justice est la propriété de l'Etat fédéral de Belgique, à travers le Ministère de l'Intérieur, et est géré par l'agence fédérale, la Régie des Bâtiments. Compte tenu de la détérioration rapide de l'édifice, le ministre de l'Intérieur a entamé des discussions en 2010 pour retirer les fonctions judiciaires du bâtiment, partiellement ou totalement, ce qui a suscité des protestations de nombreuses organisations et individus.

La nomination pour le programme des « 7 sites les plus menacés » a été proposée par l'organisation patrimoniale Patrimoine Culturel Immobilier / Onroerend Erfgoed Cultureel. Parmi les partenaires de la campagne pour réhabiliter le Palais et lui garder ses fonctions judiciaires sont la Fondation Poelaert,

établie en 2011 par les barreaux néerlandophone et francophone de Bruxelles, et l'architecte spécialisé en restauration Jos Vandendreeben, directeur de l'Architecture Archive - Sint Lukasarchieff. Ceux-ci ont défini les principes d'un plan directeur pour le "Campus Poelaert", qui inclurait les bâtiments adjacents au Palais. Ce plan a été examiné par les ministres et des parlementaires, mais n'a pas abouti à un plan directeur d'ensemble.

La nomination implique le développement d'une grande campagne de sensibilisation sur l'importance du Palais de Justice à tous les niveaux de gouvernement et auprès du grand public; l'élaboration d'un plan de gestion détaillé afin que le bâtiment soit inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO; et l'obtention d'aides nationales et internationales, tant de moyens financiers que de mécénat en compétence.

Site archéologique d'Ererouyk et village d'Ani Pemza, ARMENIE

Situé sur un plateau rocheux près de la frontière turco-arménienne, Ererouyk fut autrefois un des centres de culte les plus importants de la région. Malgré la réalisation de travaux de restauration ces deux dernières décennies, la basilique datant du 6^e siècle reste grandement en danger. L'espace archéologique environnant risque de disparaître avant de pouvoir être étudié de manière approfondie. **Le Centre des Etudes et de la Documentation de la Culture Arménienne en Italie** (The Centre of Studies and Documentation of Armenian Culture), qui a soumis la nomination pour la liste des « 7 sites les plus menacés » en 2016, propose un projet multidisciplinaire dans le but d'étudier et réhabiliter le site tout en établissant un parc archéologique transnational le long de la rive d'Akhurian. Le village d'Ani Pemza, construit en 1926 et situé à une centaine de mètres, pourrait servir de centre de tourisme culturel, contribuant ainsi à la revitalisation socioéconomique de la région.

Forteresse maritime de Patarei à Tallinn, ESTONIE

Construite en 1840, la Forteresse maritime de Patarei est l'ensemble de défense de style classique le plus grand d'Estonie. Entre 1920 et 2005, la forteresse fut transformée en prison dans laquelle ont été détenus des prisonniers politiques. De nos jours, ce site est un lieu de mémoire et un symbole puissant de la résistance nationale à la fois aux régimes communiste et nazi. La détérioration rapide due au climat rude et au manque d'entretien constitue la principale menace pour l'ensemble. Plusieurs zones sont fermées par mesure de sécurité. **La Société pour le Patrimoine Estonien** (The Estonian Heritage Society), qui a soumis la nomination pour la liste 2016 des « 7 sites les plus menacés » suggère la régénération de ce vaste ensemble et sa réutilisation en tant que complexe muséal, centre pour les industries créatives, hôtel, ou bureaux et appartements. Patarei a le potentiel pour devenir une attraction touristique majeure dans la région de la mer Baltique, combinée au port pour hydravions adjacent de Tallinn (lauréat du Grand Prix du Prix du patrimoine culturel de l'UE / Concours Europa Nostra en 2013), au quartier historique de Tallinn, et à la Forteresse Suomenlinna à Helsinki.

Aéroport d'Helsinki-Malmi, FINLANDE

Construit au milieu des années 1930 dans un style architectural fonctionnaliste, l'aéroport d'Helsinki-Malmi est l'un des aéroports internationaux d'avant la Seconde Guerre Mondiale encore actif les mieux préservés au monde. Comptant près de 40 000 atterrissages par an, Malmi est de loin l'aéroport le plus utilisé de Finlande après celui d'Helsinki-Vantaa International. Le terminal et le hangar restent en bon état grâce au bon entretien effectué au fil des ans. L'aéroport est désormais sérieusement menacé par un nouveau projet de développement. Le nouveau Plan Général de la Ville d'Helsinki propose que le site soit utilisé pour un nouveau développement résidentiel prévu pour le début des années 2020. **Europa Nostra Finlande**, soutenu par les **Amis de l'Aéroport de Malmi** (Friends of Malmi Airport), a soumis une nomination pour la liste 2016 des « 7 sites les plus menacés », défendant que le site peut perdurer en tant qu'aéroport commercial et de formation, ayant une valeur ajoutée grâce au tourisme culturel et des services flexibles, sinon inaccessibles dans un rayon de 150 kms.

Pont Colbert de Dieppe, Normandie, FRANCE

Contemporain de la Tour Eiffel et utilisant les mêmes techniques et matériaux de construction (fer puddlé), le pont Colbert est le dernier grand pont suspendu en Europe qui fonctionne toujours avec son mécanisme hydraulique d'origine. Il est traversé chaque jour par 12 000 véhicules et 1 800 piétons. En 2014, le Syndicat Mixte du Port de Dieppe (SMPD), propriétaire du pont, a décidé de remplacer le pont datant de 1889 par une nouvelle structure. Le Comité de Sauvegarde du Pont Colbert de Dieppe a quant à lui démontré que non seulement la restauration du pont est techniquement et financièrement faisable, mais aussi qu'elle pourrait être réalisée à un coût considérablement inférieur au plan présenté par le SMPD. La **Fondation du Patrimoine**, qui l'a désigné pour les « 7 sites les plus menacés » en 2016, recommande la restauration du pont et la modernisation de son mécanisme.

Château de Divitz, Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, ALLEMAGNE

Schloss Divitz est un château fort historique situé en dans le nord de l'Allemagne. Les éléments subsistants les plus anciens du manoir datent du 15^e siècle, alors que son apparence actuelle est le produit de plusieurs rénovations réalisées entre 1785 et les années 1850. Le jardin de 12 hectares constitue un exemple typique de l'architecture paysagère du 19^e siècle. Après avoir été négligée durant de nombreuses années, la propriété se trouve dans un piètre état de conservation. Selon une étude commissionnée par la Déléguée du Gouvernement Fédéral à la Culture et aux Médias, le Château de Divitz possède tous les attributs d'un monument d'importance nationale justifiant des mesures immédiates quant à sa réhabilitation. L'étude

suggère la restauration du site et sa conversion en « château d'excursion » comportant un musée, un hôtel et un théâtre estival. La nomination a été soumise par **Europa Nostra Allemagne**.

Kamos de Chios, île de Chios, GRECE

Le Kampos de Chios est un espace semi-rural dans les limites de la ville de Chios qui illustre la coexistence des styles et influences architecturaux byzantins, génois et locaux. Il s'agissait principalement de plus de 200 propriétés contenant des vergers (agrosystèmes typiques), manoirs et églises. Le tissu urbain existant comprend des bâtiments datant des 14-18^e siècles, ainsi que des bâtiments néoclassiques du début du 20^e siècle. Le site est constamment menacé par l'incapacité des propriétaires à entretenir leurs biens, ainsi que par des provisions et usages inadéquats introduits par le Plan urbain de Chios en 2008. **Elliniki Etairia – La Société pour l'Environnement et le Patrimoine Culturel** en collaboration avec **La Société des Amis du Kampos de Chios** (The Society of Friends of the Kampos of Chios) a désigné l'ensemble pour les « 7 sites les plus menacés » en 2016, proposant un nombre d'actions concrètes pour sa préservation et sa mise en valeur.

Lagune de Venise, ITALIE

Couvrant 550km², la lagune de Venise est la lagune la plus connue d'Europe, et l'un des écosystèmes de transition les plus importants en Méditerranée. Elle est protégée par plusieurs régulations européennes et nationales et a été inscrite sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO avec la ville de Venise en 1987. Malgré ces reconnaissances, la lagune doit faire face à de grandes menaces – un flux de trafic croissant, en particulier de gros porte-conteneurs et navires de croisière, le dragage de voies toujours plus profondes, l'érosion des fonds marins et marais salants, la pollution et la pêche industrielle – qui compromettent son intégrité et même son existence, mettant ainsi la ville historique de Venise en péril. La nomination pour les « 7 sites les plus menacés » en 2016 a été soumise par **Italia Nostra**, qui propose une série de mesures en faveur de la préservation indispensable de la lagune de Venise.

Château de Rijswijk, Province de Gueldre, PAYS-BAS

Situé non loin du village de Groessen, le Château de Rijswijk est un manoir du 14^e siècle. Bien que sensiblement altéré au cours du 19^e siècle, le château conserve certains de ses éléments d'origine, tels que les murs épais, les vestiges de la tour, la cave voûtée et les escaliers. Il fut classé en tant que Monument National en 1966. L'état de conservation du manoir s'est considérablement détérioré ces dernières années. En 2012, le Gouvernement néerlandais a annoncé un plan de construction d'une nouvelle autoroute le traversant, détruisant ainsi le site. **L'Association Néerlandaise pour la Protection du Patrimoine** (The Dutch Association for Heritage Protection) et **La Fondation Néerlandaise des Châteaux** (The Dutch Castles Foundation), qui ont soumis ensemble la nomination pour les « 7 sites les plus menacés » en 2016, recommandent vivement la déviation de la trajectoire de l'autoroute, afin que le château de Rijswijk puisse être préservé, réhabilité et recevoir une nouvelle fonction compatible avec l'autoroute. Le manoir pourrait offrir des activités de loisirs et/ou abriter un petit musée.

Y-block, quartier du Gouvernement, Oslo, NORVEGE

Constituant un ensemble unifié, le H-block (1958) et le Y-block (1969), conçus par l'architecte norvégien Erling Viksjø, représentent des œuvres clés de l'architecture moderniste en Norvège. La technique de construction employée est tout aussi unique. Le Y-block est célèbre notamment pour ses peintures murales réalisées par Pablo Picasso. Le quartier du Gouvernement fut l'une des cibles des attaques terroristes du 22 juillet 2011. Le Gouvernement norvégien a décidé de procéder à un redéveloppement de l'espace existant et de détruire le Y-block, affirmant qu'une partie du bâtiment est située au-dessus d'une route, ceci constituant une réelle menace à la sécurité. La nomination pour les « 7 sites les plus menacés » en 2016 a été soumise par **Fortidsminneforeningen – la Société pour la Préservation des Anciens Monuments de Norvège**, qui prône résolument la faisabilité du renforcement de la sécurité du quartier du Gouvernement, et par conséquent de l'espace urbain, tout en préservant le Y-block.

Palais et propriété de Valflores, près de Lisbonne, PORTUGAL

Le Palais de Valflores (1558) constitue un parfait exemple de l'architecture résidentielle du 16^e siècle au Portugal, ainsi qu'un cas rare de bâtiment comportant de telles caractéristiques du style de la Renaissance. Intégré à une propriété de 4,5 hectares, le palais occupe un vaste emplacement à Santa Iria de Azoia, près de l'estuaire du Tage. En dépit de sa classification en tant que Propriété d'intérêt public, le palais se trouve aujourd'hui dans un état déplorable. La majorité des dix arches et colonnes toscanes de la loggia sur la façade sud se sont effondrées. Le jardin historique et l'aqueduc appartenant à la propriété nécessitent également une réparation urgente. **Le Centre National de la Culture** (Centro Nacional de Cultura) a soumis la candidature pour les « 7 sites les plus menacés » en 2016. Le site restauré pourrait être utilisé en tant que centre culturel, abritant une école d'arts et métiers ainsi qu'un petit musée, encourageant la cohésion socioculturelle, et rétablissant le palais au sein du développement urbain de la région.

Couvent Saint Antoine de Padoue, Estrémadure, ESPAGNE

Situé dans le village de Garrovillas de Alconétar, le couvent franciscain de Saint Antoine de Padoue fut pendant des siècles un symbole religieux et culturel de l'Espagne de l'ouest. Construit à la fin du 15^e siècle et largement rénové et agrandi au milieu du 17^e siècle, il comprend une église gothique et un cloître de la Renaissance. Bien qu'il fût classé comme Monument d'intérêt culturel en 1991, le Couvent se trouve maintenant dans un état avancé de désuétude. La désignation pour la liste 2016 des « 7 sites les plus

menacés » a été soumise par **Hispania Nostra**, qui propose un plan d'intervention d'urgence sur la base du volontariat et dirigé par des professionnels expérimentés. Avec cette proposition, Hispania Nostra a pour but non seulement de mobiliser les autorités publiques à différents niveaux de gouvernance afin d'effectuer la réhabilitation du monument, mais aussi de fournir un exemple pour des cas similaires dans le reste du pays.

Ancienne ville d'Hasankeyf et ses environs, TURQUIE

Le village d'Hasankeyf, vieux de 12 000 ans, est situé sur les rives du Tigre dans le sud-est de la Turquie. Des grottes du néolithique aux ruines romaines et monuments médiévaux, Hasankeyf est un musée vivant aux proportions immenses. Malgré son histoire et son patrimoine multiculturels exceptionnellement riches, 80% du village d'Hasankeyf sera inondé si le projet de barrage hydroélectrique Ilisu est implanté comme prévu. Il n'existe pas de plan internationalement reconnu pour la relocalisation et la préservation des monuments. L'action la plus urgente consiste à formuler un plan stratégique indépendant qui puisse équilibrer la conservation et le développement durable. Hasankeyf a été nominée pour les « 7 sites les plus menacés » en 2016 par la **Fondation pour la Sensibilisation Culturelle** (Cultural Awareness Foundation), dont la campagne est soutenue par plusieurs organismes nationaux et internationaux.

Maison Mavisbank, près d'Edimbourg, Ecosse, ROYAUME UNI

Conçue par l'architecte écossais William Adam et Sir John Clerk of Penicuik, propriétaire de la maison, Mavisbank (1726) est l'une des œuvres architecturales les plus significatives du début du 18^e siècle en Ecosse. Il s'agit pour l'essentiel d'une villa palladienne adaptée aux conditions du nord de l'Europe, comportant un bloc central et deux pavillons, créant une composition pittoresque extraordinaire. Malgré son importance historique et architecturale, la maison se trouve dans un état avancé de délabrement et risque un effondrement considérable. Le **Mavisbank Trust** espère que la nomination pour les « 7 sites les plus menacés » en 2016 aidera les autorités compétentes à résoudre les problèmes complexes de propriété et d'accès, lui permettant de progresser dans sa mission pour trouver une solution viable économiquement pour le bâtiment restauré, qui pourrait être utilisé en tant qu'institution communautaire.

Informations générales

Europa Nostra est la fédération européenne des organisations du patrimoine, également soutenue par un large réseau d'organismes publics, entreprises privées et individus. Couvrant 40 pays en Europe, l'organisation est la voix de la société civile engagée en faveur de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel en Europe. Fondé en 1963, Europa Nostra est reconnu aujourd'hui comme le réseau le plus représentatif dans le domaine du patrimoine. **Plácido Domingo**, chanteur d'opéra et chef d'orchestre mondialement connu, est le Président de l'organisation. Europa Nostra se bat pour sauver les monuments, sites et paysages culturels de l'Europe en danger, en particulier par son programme des « 7 sites les plus menacés ». La fédération célèbre également l'excellence par le biais du Prix du patrimoine culturel de l'UE / Concours Europa Nostra. Elle contribue aussi à la formulation et l'implantation de stratégies et politiques européennes liées au patrimoine, à travers un dialogue structuré avec les Institutions européennes et la coordination de l'Alliance européenne pour le patrimoine 3.3. En 2014, l'organisation a reçu une subvention de l'UE dans le cadre du programme Europe Créative, afin de soutenir son projet de réseau européen d'une durée de 3 ans, 'Mainstreaming Heritage'.

L'**Institut de la Banque européenne d'investissement (Institut BEI)** appuie des initiatives européennes pour le bien commun. Créé au sein du Groupe de la Banque européenne d'investissement en janvier 2012, l'Institut a pour vocation de servir de catalyseur à des activités sociales, culturelles, éducatives ou relevant du domaine de la recherche qui visent au développement économique et social en Europe. Des informations détaillées sur les activités de l'Institut BEI sont disponibles sur son site internet : <http://institute.eib.org/>

La **Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB)** est la « banque sociale de l'Europe ». Banque de développement multilatérale comptant 41 Etats membres, c'est un instrument majeur de la politique de solidarité en Europe. Elle a notamment pour mission de préserver le patrimoine culturel de l'Europe.

Europe Créative est le nouveau programme de l'UE pour soutenir les secteurs de la culture et de la création, leur permettant de contribuer davantage à la création d'emplois et à la croissance. Doté d'un budget d'1,46 milliard d'euros pour 2014-2020, le programme soutient des organismes dans les domaines du patrimoine, arts de la scène, beaux-arts, arts interdisciplinaires, édition, cinéma, télévision, musique et jeux vidéo, ainsi que des dizaines de milliers d'artistes et professionnels des secteurs culturel et audiovisuel. Le financement leur permettra d'exercer leur activité dans toute l'Europe, de toucher de nouveaux publics et d'acquérir les compétences nécessaires à l'ère numérique.